

en reconnaissance d'une marque de confiance aussi touchante.

La séance du soir de ce même jour, offrit une scène aussi remarquable par son extravagance, qu'importante par ses résultats. Cette séance nocturne est trop fameuse dans l'histoire de la révolution, pour que je puisse me dispenser d'en rapporter quelques détails.

Dans la séance du jour précédent, le comité des rapports avoit rendu compte à l'assemblée, que des lettres et mémoires reçus de toutes les provinces, constatoient que « les propriétés, de quelque na-
» ture qu'elles fussent, étoient par-tout la proie
» du plus coupable brigandage; que de tous côtés
» les châteaux étoient brûlés, les couvens dé-
» truits, les fermes abandonnées au pillage. Les
» impôts, les redevances seigneuriales, tout étoit
» anéanti, ajoutoit le rapporteur, du comité
» (Salomon (1), les loix sont sans force, les ma-
» gistrats sans autorité; la justice n'est plus qu'un
» fantôme qu'on cherche inutilement dans les
» tribunaux. »

Pour remédier à tous ces désordres, le comité des rapports proposa un projet de déclaration, dont l'assemblée ne fut pas satisfaite; après bien des discussions, elle adopta les principales bases de ce projet, et chargea le comité de rédaction

(1) Avocat d'Orléans.

de lui en présenter un nouveau , sur le même plan , le lendemain 4 août , à la séance du soir.

Cette séance ne s'ouvrit qu'à huit heures, et commença par la lecture du projet de déclaration nouvellement rédigé. Les anciennes loix y étoient rappelées comme encore subsistantes et devant être exécutées jusqu'à ce que l'autorité de la nation les eût abrogées ou modifiées. Il y étoit déclaré que les impôts , tels qu'ils étoient , devoient continuer d'être perçus aux termes de l'arrêté du 17 juin dernier , jusqu'à ce que l'assemblée eût établi des contributions et des formes moins onéreuses au peuple. Que toutes les redevances et prestations accoutumées , devoient être payées comme par le passé , jusqu'à ce qu'il en eût été autrement ordonné. Qu'enfin , les loix établies pour la sûreté des personnes et pour celle des propriétés , devoient être universellement respectées. Le dernier article ordonnoit que cette déclaration seroit envoyée dans toutes les provinces ; que les curés seroient invités à la faire connoître à leurs paroissiens , et à leur en recommander l'observation.

Il auroit fallu que la raison et sur - tout le sang-froid , eussent eu la majorité dans cette séance , pour que des dispositions aussi sages pussent y être appréciées ; mais elles ne pouvoient pas convenir à cette foule de jeunes législateurs à la mode , dont le pétulant patriotisme étoit encore

exalté par les fumées du vin et de la digestion d'un long dîner. Ils trouvèrent cette déclaration insuffisante, et se levèrent presque tous à-la-fois, pour la combattre. Le seul moyen de rétablir la tranquillité étoit, à leur avis, de commencer par satisfaire le peuple. Ils en parloient comme d'une divinité justement irritée, qu'on ne pouvoit apaiser que par des sacrifices. « Ce bon peuple, » s'écrioit tendrement le vicomte de Noailles, ces » communautés, ont fait des demandes; ce n'est » pas une constitution qu'elles ont désiré; elles » n'ont formé ce vœu que dans les bailliages. » Qu'ont-elles donc demandé? L'égalité de la ré- » partition des impôts; la suppression des droits » d'aides, des subdélégués; l'abolition de certains » droits féodaux, le rachat ou l'échange des » autres. Elles voyent depuis près de trois mois, » leurs représentans s'occuper de ce que nous ap- » pelons, et de ce qui est en effet, la chose pu- » blique; mais la chose publique leur paroît être » sur-tout la chose qu'elles desiront et qu'elles » souhaitent ardemment d'obtenir. » Il conclut par proposer de décréter tous ces articles, avant d'adopter le projet de déclaration présenté par le comité.

Le duc d'Aiguillon appuya cette motion avec une éloquence si pathétique et si efficace, que l'assemblée, émue jusqu'aux larmes, se livra toute entière au délire des sacrifices. On vit, au

même instant, des députés de tous les ordres, se précipiter en foule vers le bureau, pour être les premiers à y proclamer leur offrande. « Combien » il sera touchant pour tous les citoyens, dit un » membre de l'ordre de la noblesse, d'apprendre » que les membres des communes ayant sollicité » hier le zèle de l'assemblée nationale, contre les » violences exercées sur les personnes et sur les » propriétés des nobles, ceux-ci, par un retour » généreux, ont donné aujourd'hui, à toutes les » classes du peuple français, une preuve si marquée de leur patriotisme et de leur amour. »

On distingua dans les droits féodaux, ceux qui étoient personnels, de ceux qui étoient réels ; les premiers, et ceux qui ayant été personnels autrefois, avoient été rachetés, moyennant une redevance en grain ou en argent, furent abolis sans indemnité. Tous les droits réels furent déclarés rachetables, ainsi que les droits de main-morte, les rentes foncières, et les dîmes inféodées ; les justices seigneuriales, le droit exclusif de la chasse, des garennes, etc. etc. etc., furent supprimés. « Catulle n'avoit qu'un oiseau, dit alors, avec » attendrissement (1) un des députés de la no-

(1) Ce député de la noblesse étoit M. de Virieu ; il a été un des chefs les plus distingués de l'armée lyonnaise, sous M. de Prescy ; il est mort sur l'échafaud après le siège de Lyon. (*Note de l'éditeur.*)

» blessé, et il ne put offrir que son oiseau. Je n'ai
» pas d'avantage, et j'en fais l'abandon; les pi-
» geons sont nuisibles à l'agriculture, il convient
» de les détruire. » Et cette motion, en forme de
madrigal, fut adoptée à l'unanimité. L'égalité de
la répartition des impôts, à raison des facultés
des contribuables, l'administration gratuite de la
justice, l'abolition de la vénalité des charges,
de tous les privilèges et exemptions pécuniaires;
la réformation des maîtrises et jurandes, et l'ad-
mission de tout citoyen aux emplois ecclésiastiques,
civils et militaires, sans distinction de naissance,
furent aussi décrétés sans la moindre objection.
Les privilèges particuliers des provinces et des
villes, furent aussi abandonnés par leurs députés
respectifs. Ceux dont les mandats étoient impér-
atifs, annoncèrent qu'ils alloient écrire à leurs
commettans, pour solliciter leur adhésion. Il n'y
eut que la Provence, dont les privilèges, d'abord
abandonnés, à titre d'offrande patriotique, par
M. Dandré (1), député de cette province, furent

(1) Il faut bien se garder de confondre M. Dandré avec
la plupart des députés qui figurèrent dans cette séance noc-
turne. Il a toujours réuni, à une profonde sagacité, une
grande modération dans ses opinions; et le parti qui, à
l'assemblée constituante, défendoit la justice et l'humanité,
dut plus d'une victoire à l'art qu'il avoit de persuader et
d'entraîner les délibérations, moins par les mouvemens de
l'éloquence, que par les formes d'une dialectique habile.

aussitôt réclamés et défendus par l'archevêque d'Aix, au nom des membres de la députation. Il soutint que ces privilèges étoient des droits essentiels, fondés sur des pactes, des capitulations, dont l'abolition ne pouvoit pas intéresser le reste de la France, puisque leur exécution ne pouvoit faire aucun tort aux autres provinces. « Il ne s'agit » point ici, dit-il, de privilèges relatifs aux impositions, mais de certaines formes, propres aux » dispositions, aux coutumes, aux mœurs des » habitans, et qui ne tendent qu'à maintenir plus » efficacement la sûreté des personnes et des » propriétés. Ce sont des droits naturels mieux » conservés, qu'il seroit juste de rendre communs » à tout le royaume. Il ne nous est pas permis d'y » renoncer pour la Provence ; et nulle renoncia- » tion ne pourroit avoir d'effet, sans son consentement, etc. etc. » Ces représentations étoient certainement fort justes ; mais de quel poids pouvoient être la justice et la raison, au milieu de cette orgie patriotique, où les droits les plus légitimes, confondus avec les privilèges les plus abusifs, alloient s'anéantir sur l'autel de la patrie, ou plutôt dans le gouffre de la révolution.

Les sacrifices de l'ordre du clergé ne le cédèrent

M. Dandré peut avoir eu des erreurs, mais la franchise avec laquelle il en convient, ôte à ses ennemis même le droit de les lui reprocher. (*Note de l'éditeur.*)

en rien à ceux de l'ordre de la noblesse : la pluralité des bénéfices fut interdite ; les annates , les droits de déport et *vacat* furent supprimés ; les curés firent l'abandon de leur casuel ; et , sur-le-champ , il fut décrété qu'ils en seroient dédommagés par une augmentation prochaine des portions congrues et du revenu des curés des villes. Enfin , il fut décrété que la dîme ecclésiastique seroit supprimée et remplacée par une taxe en argent , représentative de ce droit. Il fut aussi arrêté que toutes les pensions accordées par la cour, seroient soumises à l'examen de l'assemblée, qui supprimeroit celles qui avoient été obtenues sans titres suffisans, et réduiroit celles qu'elle trouveroit trop fortes.

A peine tous ces articles étoient-ils décrétés , que l'archevêque de Paris proposa à l'assemblée d'ordonner qu'un *Te Deum* seroit chanté dans la chapelle du roi , en présence de sa majesté et de tous les membres de l'assemblée nationale. S'il y a peu de mérite à rendre grâces à l'Être-Suprême du bien qu'il nous fait , il faut un grand fonds de piété pour le remercier aussi du mal qu'il nous envoie ; et, sous ce rapport, la proposition de l'archevêque de Paris ne pouvoit être que très édifiante. Aussi fut-elle adoptée *nemine contradicente*.

Il en fut de même d'une motion d'un autre genre , faite par M. de Lally, et dont voici la substance ; elle donnera une juste idée de l'enthous-

siasme et de l'ivresse qui égardoient l'assemblée.

« Messieurs, au milieu de ces élans, au milieu
» de ces transports qui confondent tous nos senti-
» mens, tous nos vœux, toutes nos ames, ne de-
» vons-nous pas nous souvenir du roi ; du roi, qui
» nous a convoqués, lorsque les assemblées na-
» tionales étoient interrompues depuis près de
» deux siècles ; du roi, qui nous a invités le pre-
» mier à cette réunion fortunée, que nous venons
» de consommer ; du roi, qui nous a abandonné
» de lui-même, tous les droits que sa justice a
» reconnu ne pas devoir conserver ; du roi, enfin,
» qui est venu se jeter dans nos bras, et qui, ce
» matin encore, nous offroit et nous demandoit
» une constante et amicale confiance ? Dans ce
» beau jour, que chacun recueille sa récompense,
» que chacun ait son bonheur ; que le bonheur
» public en soit le dernier résultat ; que l'union du
» roi et du peuple couronne l'union de tous les
» ordres, de toutes les provinces et de tous les ci-
» toyens.

« C'est au milieu des états - généraux que
» Louis XII a été proclamé *père du peuple* ; je
» propose qu'au milieu de cette assemblée natio-
» nale, la plus auguste, la plus utile qui fut jamais,
» Louis XVI soit proclamé *le restaurateur de la*
» *liberté française.* »

Cette proclamation fut faite au même instant,
avec les plus vifs transports, par l'assemblée et

par tous les spectateurs. La salle retentit, pendant plus d'un quart-d'heure, des cris de *vive le roi! vive Louis XVI, le restaurateur de la liberté française!* Enfin, il fut arrêté qu'une médaille seroit frappée, pour perpétuer la mémoire d'un aussi beau jour, ou plutôt d'une aussi belle nuit : car il étoit deux heures après-midi, lorsque l'assemblée termina cette fameuse séance, où tous les droits, toutes les propriétés du royaume furent bouleversés, où des institutions aussi anciennes que la monarchie, consacrées par tant de siècles de respect, furent anéanties en un clin-d'œil.

Je ne fus pas témoin de cette séance ; mais lorsque j'en lus, le lendemain, les détails dans les papiers publics, je croyois lire le récit d'une de ces orgies de garnison, où l'on voit quelquefois de jeunes écervelés, à la suite d'un repas excessivement gai, commencer par casser les verres, les bouteilles, les assiettes, se disputer ensuite à qui jettera par la fenêtre les meubles les plus précieux, et finir par n'en laisser aucun dans l'appartement. Le lendemain, le compte du traiteur leur fait maudire leur folie, mais ils paient les pots cassés. Il n'en a malheureusement pas été de même de l'orgie patriotique de la nuit du 4 août ; elle a ruiné des millions d'individus qui n'y avoient eu aucune part, et n'a enrichi personne. La rédaction en forme législative, de tous les articles qui y avoient été arrêtés, donna lieu à de longs débats

dans les séances suivantes. Nos législateurs déguisés croyoient n'avoir que rêvé ce qu'ils avoient trop réellement décrété ; et plusieurs d'entr'eux s'efforcèrent d'interpréter , de commenter ces décrets , de manière à en réduire considérablement l'effet. Mais les termes en étoient trop clairs , pour être susceptibles d'aucune restriction que le peuple voulut admettre. Le seul article dont on crut pouvoir modifier les dispositions , fut celui qui condamnoit les pigeons à la mort ou à l'émigration. Le droit exclusif de fuies et de colombiers fut seulement supprimé , avec injonction de renfermer les pigeons aux époques fixées par les communautés , pendant lequel tems ils seroient regardés et pourroient être tués comme toute autre espèce de gibier. Mais ce décret n'ayant été rendu que quarante-huit heures après celui qu'il modifioit , la plupart des colombiers furent détruits ou dévastés avant qu'on en connut la modification , qui , peut-être , en eût sauvé quelques-uns (1).

(1) Il n'est pas indifférent d'observer que presque aucun des arrêtés de la nuit du 4 août , ne fut soumis à une délibération régulière. Plusieurs motions , que les acclamations , les applaudissemens et les vociférations des tribunes n'avoient pas permis d'entendre , se trouvèrent comprises au nombre des décrets rendus dans cette séance ; quoique au milieu du tumulte effroyable qui y régnoit , il eût été aussi impossible à l'assemblée de les adopter , qu'aux secrétaires de les recueillir. Cette observation fut faite le len-

La noblesse et le clergé furent traités bien moins favorablement, dans la rédaction définitive des arrêtés de la nuit du 4 août. La suppression de toutes les servitudes, prestations et redevances féodales, ne fut pas jugée suffisante; on ajouta à cet article, l'abolition entière du régime féodal, c'est-à-dire, des droits de suzeraineté, de mouvance, de retrait, de prélation, etc. etc. etc. L'article qui avoit déclaré les dîmes rachetables, devint l'objet d'une discussion aussi longue que tumultueuse. L'abbé Sieyès démontra en vain que l'assemblée, après avoir reconnu les dîmes une propriété légitime, et les avoir déclarées rachetables, ne pouvoit pas, sans une contradiction révoltante, les déclarer non rachetables, supprimer avec indemnité les dîmes inféodées, et sans indemnité les dîmes non - inféodées, quoique l'une et l'autre fussent de la même nature... *Ils veulent être libres,*

demain avec beaucoup d'énergie par plusieurs membres du côté droit, et notamment par M. d'Epresmènil. Il soutint que tous ces prétendus décrets avoient été rédigés d'avance, et qu'on n'avoit ouvert si tard la séance de la veille, que pour la convertir en un sabat nocturne et scandaleux, dont on pourroit aisément altérer les résultats, de manière à les faire cadrer avec le plan des auteurs de cette manœuvre. Mais le président (Chapelier) et les secrétaires, affirmèrent effrontément que tous ces décrets avoient été rendus, et la majorité de l'assemblée, se croyant liée par cette attestation, consacra cette œuvre de ténèbres et de délire.

disoit-il, *et ils ne savent pas être justes*. Ces raisonnemens et ceux de la plupart des défenseurs de la dîme, étoient sans réplique; aussi n'en recevoient-ils d'autres que les clameurs des tribunes, et les menaces que la populace adressoit aux principaux membres du clergé, à la sortie de l'assemblée. Pour mettre fin à ces débats qui avoient déjà consumé deux séances, on eut recours à une ruse qui, toute grossière qu'elle étoit, eut le succès le plus complet. On fit signer par une vingtaine de curés, dont les trois-quarts n'étoient pas décimateurs, une déclaration par laquelle ils faisoient à la nation l'abandon pur et simple de la dîme. On saisit avec adresse, pendant la discussion, le moment le plus favorable pour faire usage de cette pièce. Les applaudissemens et l'enthousiasme sincère ou simulé qu'elle excita, électrisèrent en un instant la majorité du clergé. Les évêques, les abbés commendataires, les curés, montrèrent un égal empressement à aller signer cette déclaration qu'on avoit laissée exprès sur le bureau; et l'archevêque de Paris donna à cet abandon, l'authenticité la plus solennelle, en proclamant, au nom de ses collègues et de tous ses coopérateurs, la remise de toutes les dîmes ecclésiastiques entre les mains de la nation: « Que l'évangile soit annoncé, ajouta-t-il, que le culte divin soit célébré avec décence et dignité; que les églises soient pourvues de pasteurs vertueux et zélés ;

» que les pauvres sur-tout soient soulagés : voilà
 » la destination de nos dîmes, voilà l'objet de nos
 » vœux , le but et la fin de notre ministère. Nous
 » nous confions dans l'assemblée nationale , et
 » nous ne doutons pas qu'elle ne nous procure les
 » moyens de remplir dignement des objets aussi
 » importants et aussi sacrés. » Il fut décrété , en
 conséquence , que les dîmes de toute nature , et
 les redevances qui en tenoient lieu , etc. etc. etc. ,
 étoient abolies , sauf à aviser aux moyens de sub-
 venir , d'une autre manière , à la dépense du culte
 divin , à l'entretien des ministres des autels , au
 soulagement des pauvres , aux réparations et re-
 constructions des églises , etc. etc. etc.

« Ainsi fut abrogé ce tribut patriarchal , le plus
 » antique et le plus vénérable qui existât parmi
 » les hommes ; ainsi fut brisé le lien qui attachoit
 » les espérances de la terre aux bontés du ciel ,
 » l'intérêt du pontife à la prospérité du labou-
 » reur , et les cantiques et les prières de tous les
 » âges , aux fleurs et aux fruits de toutes les
 » saisons (1). »

La délibération sur la rédaction des arrêtés de
 la nuit du mardi 4 août , fut interrompue dans la
 séance du vendredi suivant , par l'entrée de tous
 les ministres envoyés par le roi , *pour déposer*
dans le sein de l'assemblée, les inquiétudes dont

(1) *Journal de Rivarol.*

le coeur paternel de sa majesté étoit agité. Ce fut ainsi que l'archevêque de Bordeaux annonça l'objet de ce message. Il dépeignit, avec autant de vérité que d'énergie, l'état déplorable où la France se trouvoit réduite : « La licence sans frein, les loix » sans force, les formes de la justice méconnues » et remplacées par des voies de fait, par des » proscriptions arbitraires; les propriétés envahies » dans toutes les provinces, des mains incendiaires » ravageant les habitations des citoyens, les asyles » de la piété violés, l'industrie et le commerce » suspendus, la terreur et la désolation répandues » dans tout le royaume. Une belle et sage constitution, ajouta-t-il, est et doit être le principe » le plus sûr et le plus fécond du bonheur de cet » empire. Sa majesté attend avec la plus vive impatience le résultat de vos travaux, et elle » nous a expressément chargés de vous presser » de les accélérer; mais les circonstances exigent » des précautions, et des soins dont l'effet soit plus » instant et plus actif; elles exigent que vous preniez les plus promptes mesures pour réprimer » l'amour effréné du pillage, et la confiance dans » l'impunité; que vous rendiez à la force publique » l'influence qu'elle a perdue; ce n'est point celle » que vous autoriserez qui sera jamais dangereuse, c'est le désordre armé qui le deviendra » chaque jour davantage. »

M. Necker, qui prit ensuite la parole, ajouta à

ce tableau celui de la pénurie complète du trésor royal, résultante des retards dans le paiement de toutes les impositions, du pillage des bureaux, de la dispersion des registres, de la contrebande qui se faisoit à force armée dans plusieurs provinces. Il démontra la nécessité de faire sur-le-champ un emprunt de trente millions, pour subvenir aux dépenses inévitables, et aux besoins les plus pressans, pendant deux mois seulement, terme qu'il annonçoit devoir suffire à l'assemblée « pour achever, ou » au moins pour avancer les grands travaux dont elle étoit occupée, et dont il devoit résulter un » ordre permanent, tel que la nation avoit droit » de l'attendre du zèle éclairé de ses repré- » sentans, et des dispositions justes et bienfaisantes » du roi. »

Il ne dissimula pas qu'au milieu de tant de troubles, le succès de cet emprunt « n'étoit pas » démontré, malgré les sentimens généreux et » patriotiques qui devoient le favoriser, et quoi- » que un premier emprunt, garanti par les re- » présentans de la nation la plus attachée aux loix » de l'honneur, et la plus riche de l'Europe, » présentât un emploi à l'abri de toute inquié- » tude réelle. »

Il proposa, 1^o. de fixer simplement à cinq pour cent par an, l'intérêt de cet emprunt; 2^o. qu'il fût remboursable à telle époque qui seroit demandée par chaque prêteur, à la tenue suivante

des états-généraux ; 3°. que ce remboursement fût placé en première ligne dans les arrangements à prendre pour l'établissement d'une caisse d'amortissement ; 4°. que la liste des souscripteurs de cet emprunt patriotique fût communiquée à l'assemblée et conservée dans ses registres.

Tant d'amorces réunies pour faire réussir un modique emprunt de trente millions , annonçoient assez l'anéantissement du crédit public, et ce qu'en pensoit M. Necker , qui étoit plus que personne à portée d'en juger. Le crédit des gouvernemens ne survit jamais à leur puissance , et celle du gouvernement français n'existoit plus. L'assemblée avoit voulu s'en emparer et n'avoit pu que la dissoudre ; la sienne se bornoit à détruire , et ce genre de pouvoir , quelque immense qu'il soit , est toujours nul pour le crédit ; cette vérité ne tarda pas à se manifester. L'assemblée , convaincue qu'un emprunt quelconque , ouvert avec sa sanction , n'avoit pas besoin d'offrir aux prêteurs de plus grands avantages , décréta , après deux jours de discussion (1), l'emprunt demandé par M. Necker ; et loin d'adopter aucune des conditions proposées par ce mi-

(1) Dans cette discussion , le clergé offrit , par l'organe de l'archevêque d'Aix , de se charger de cet emprunt , d'hypothéquer tous les biens ecclésiastiques au paiement des intérêts et au remboursement du capital ; mais cette offre contrarioit trop les vues des factieux et les espérances des agioteurs , pour être acceptée.

nistre, elle fixa les intérêts à quatre et demi pour cent, sans rien statuer sur l'époque du remboursement du capital (1). Il en résulta que cet emprunt fut impossible à remplir; qu'on fut forcé de recourir à des ressources infiniment plus onéreuses, et bientôt à la plus désastreuse de toutes, *les assignats*.

L'assemblée ne fut pas plus heureuse dans le choix de ses moyens pour réprimer le désordre et le brigandage qui désoloient la France. Au lieu de rétablir la force publique sur ces anciennes bases, et de lui rendre l'influence qu'elle avoit perdue, elle investit, en quelque sorte, les municipalités de tous les pouvoirs ci-devant exercés en matière de grande police, par les commandans des provinces, par les commissaires départis et par les parlemens. Ce fut à la seule vigilance des officiers municipaux, tous excellens patriotes, dans le sens de la révolution, qu'elle confia le soin de rétablir et de maintenir la tranquillité publique. Elle les autorisa à employer pour cet effet, les milices nationales qui n'obéissoient à leur chef que lorsqu'il régloit sa

(1) Dans la séance du 27 août, l'assemblée, instruite que les offres pour cet emprunt n'avoient pas été au-delà de 2,600,000 liv., le déclara fermé, et décréta, sur la proposition de M. Necker, un nouvel emprunt de 80 millions, moitié en argent, moitié en effets publics, aux conditions proposées par le ministre des finances. Cet emprunt ne réussit pas mieux que le premier.

volonté sur la leur, les maréchaussées qui se gardoient bien d'exécuter les ordres que la milice nationale désapprouvoit, et les troupes de ligne qui, se trouvant humiliées d'obéir à des officiers municipaux, répugnoient à marcher à leur réquisition. Voilà néanmoins à quoi se borna la proclamation, décrétée d'après l'éloquente remontrance de l'archevêque de Bordeaux. Le préambule de cette proclamation n'est pas moins remarquable par les insinuations perfides et calomnieuses qu'il contenoit, que par les faits qu'il constate. En voici le début copié mot pour mot :

« L'assemblée nationale considérant que les
» ennemis de la nation ayant perdu l'espoir d'em-
» pêcher, par la violence du despotisme, la régé-
» nération publique et l'établissement de la li-
» berté, paroissent avoir conçu le projet criminel
» de ramener au même but, par la voie du dé-
» sordre et de l'anarchie ; qu'entr'autres moyens,
» ils ont à la même époque, et presque le même
» jour, fait semer de fausses alarmes dans les dif-
» férentes provinces du royaume ; et qu'en an-
» nonçant des incursions et des brigandages qui
» n'existoient pas, ils ont donné lieu à des excès
» et à des crimes qui attaquent également les biens
» et les personnes, et qui, troublant l'ordre uni-
» versel de la société, méritent les peines les plus
» sévères ; que ces hommes ont porté l'audace
» jusqu'à répandre de faux ordres, et même de

» faux édits du roi , qui ont armé une portion de
» la nation contre l'autre , dans le moment même
» où l'assemblée nationale portoit les décrets les
» plus favorables au peuple. »

L'imputation d'avoir voulu employer la violence pour empêcher la régénération publique et l'établissement de la liberté , n'attaquoit pas les brigands qui pilloient , incendioient et assassinoient ; elle ne désignoit et ne pouvoit désigner , que le clergé , la noblesse et la magistrature ; en un mot , les *aristocrates* , parce que cette qualification emportoit avec elle la conviction de tous les crimes. C'étoit donc aussi les aristocrates que cette proclamation accusoit d'avoir fabriqué de faux ordres , de faux édits du roi , pour se faire piller , incendier et assassiner eux-mêmes ! Et cette imposture odieuse , cet abus atroce de la fatale magie du mot *aristocrate* et de la crédulité du peuple , ne révoltèrent pas l'assemblée !!! Cette proclamation fut adoptée à une très-grande majorité ; et il ne s'éleva de difficultés que relativement au serment , que le décret qui en étoit la suite prescrivait aux troupes.

Les débats sur la déclaration des droits de l'homme , sur l'organisation du pouvoir judiciaire , et sur quelques articles du plan de constitution , remplirent toutes les séances jusqu'au 25 d'août ; elles furent suspendues ce jour-là , en l'honneur de la fête du roi. L'assemblée chargea une dépu-

tation de soixante de ses membres, d'aller complimenter S. M. à cette occasion, et lui présenter l'adresse suivante :

« SIRE,

» Le monarque dont votre majesté porte le
» nom révéré, dont la religion célèbre aujourd'hui les vertus, étoit comme vous, l'ami de
» son peuple. Comme vous, sire, il vouloit la
» liberté française, il la protégea par des lois qui
» honorent nos annales, mais il ne put en être le
» restaurateur. Cette gloire réservée à votre majesté, lui donne un droit immortel à la reconnaissance et à la tendre vénération des Français.
» Ainsi seront à jamais réunis les noms de deux
» rois, qui, dans la distance des siècles, se rapprochent par les actes de justice les plus signalés en faveur de leur peuple. Sire, l'assemblée nationale a suspendu, quelques instans, ses
» travaux, pour satisfaire à un devoir qui lui est
» cher, ou plutôt elle ne s'écarte point de sa
» mission; parler à son roi de l'amour et de la
» fidélité des Français, c'est s'occuper d'un intérêt vraiment national; c'est remplir le plus
» pressant de leurs vœux (1). »

(1) Cette adresse fut rédigée par le Pelletier de Saint-Fargeau, le même qui depuis, membre de la convention, fut un des juges du roi, vota pour la mort, et fut assassiné par le nommé *Paris*.

Pendant que l'assemblée rendit au roi un hommage aussi mérité, les grandes questions politiques qu'elle agitoit dans ses séances, étoient aussi l'objet des délibérations des clubs et des groupes du Palais-Royal ; des motionnaires salariés y déclamoient à tort et à travers, mais toujours avec fureur, contre l'organisation du corps législatif en une ou deux chambres, contre la sanction du roi, contre le *veto* absolu, ou suspensif. Ils n'entendoient pas plus que leurs auditeurs, ce que c'étoit que le *veto*, ni la différence qu'il y avoit du *veto absolu*, au *veto suspensif*; mais ils étoient convaincus que l'un des deux étoit un attentat énorme contre la liberté, contre la souveraineté du peuple ; et pour ne pas s'y tromper, la majorité des délibérans abhorroit également l'un et l'autre *veto*. Cette fermentation violente concourant avec le mécontentement général qu'excitoient la continuation et les progrès de la disette, mettoit la capitale dans l'état d'agitation le plus alarmant.
